

ÉDITO 

Angle mort

Depuis 40 ans, toutes les instances néolibérales ont proclamé les règles d'or, les mots sacrés et le chant des appeaux destinés à nous faire adhérer, par consentement de masse, à notre propre exploitation. Nous étions priés de croire, sans broncher, à l'idée d'abondance et de croissance comme une finalité du progrès dans la beauté des marchés. Mais la fable ne tient plus, l'époque est fracassante et le spectacle politique accable... Cortèges de migrants qui se noient, feux à répétition aux quatre coins du monde, records caniculaires franchis de mois en mois, restriction d'eau partout sauf en bouteille plastique, répression de la lutte contre l'agro-industrie, réformes purement comptables, guerre sociale, inflation, dette sans fin... Tels sont les mécanismes de fond qui alimentent la fiction d'un projet de vie pour tous, écrits dans les cruelles coordonnées de l'économie mondialisée et de l'inaction climatique.

La colère qui a embrasé des quartiers après la mort du jeune Nahel a révélé combien la fracture avec la jeunesse du pays est immense et combien, de façon plus générale, le pouvoir bureaucrate est totalement déconnecté des réalités quotidiennes de la vie des français.e.s. La seule réponse qui fut apportée à ce triste constat attendu fut une nouvelle démonstration d'exactions policières, un chantage aux aides sociales, une dénonciation de l'emprise des écrans et une stigmatisation des familles déjà bien souvent mises au banc de notre solidarité républicaine. Autant dire un néant ! Du mouvement des retraites à l'acmé des émeutes, en passant par le ravage planifié de Sainte-Soline, la séquence politique de ces derniers mois a démontré ce dont Macron et son gouvernement étaient capables pour défendre les intérêts privés, l'ordre raciste et les lobbies qui ravagent la planète : une surenchère de violences libérales préférant à tous nos biens communs une logique individualiste fondée sur le mérite, le tri social et la dévastation écologique au service de l'économie. Ne connaissant de la politique que les chocs d'egos et le mépris social, ce pouvoir, minoritaire à l'Assemblée nationale, conspué par l'opinion, sourd aux revendications syndicales et associatives, ne tient plus suspendu qu'à l'ordre autoritaire et réactionnaire de ses dérives les plus nauséabondes. Mais le piège est immense, car cette brutalité du pouvoir qui s'exhibe sans complexe offre un boulevard tout tracé à l'extrême droite, sans plus aucune résistance intérieure, y compris dans les rangs de la police, gangrénée par son ethos fasciste.

Heureusement, les mouvements de lutte tiennent bon, et si le rapport de force peine parfois à instaurer le dialogue nécessaire pour faire entendre nos voix, des cher-

cheurs, des magistrats, des intellectuelles, des cinéastes, des écrivains, des artistes s'emparent désormais des revendications portées par les mouvements sociaux et la mouvance écologiste. Le revirement du mois d'août sur la dissolution des Soulèvements de la Terre offre un début de victoire et inflige un sévère camouflet à M. Darmanin et ses angoisses de ZAD écoterroristes. Contrairement à la volonté du gouvernement d'étouffer la lutte écologiste dans sa défense de l'eau, du vivant et de la terre, le Conseil d'État a reconnu implicitement la légitimité d'action de nos mouvements associatifs, comme autant de leviers essentiels et nécessaires face à l'effondrement des écosystèmes et à la destruction de la nature. Il n'est pas habituel de voir une décision juridique aller dans ce sens, tant l'État prétend être le dépositaire unique du bien et du mal, du légitime et de l'illégitime, prétention exorbitante dans un régime politique qui se prétend une démocratie. Enfin une bonne nouvelle qui encourage à poursuivre dans des formes plus radicales d'actions pour faire bouger les lignes et nourrir le débat... Attac a 25 ans, l'âge des possibles, et la rentrée ne manquera pas d'être riche de propositions pour appeler à la mobilisation. Nous serons là pour rappeler que l'avenir des mondes vivants ne saurait être réduit à l'angle mort des politiques abjectes du libéralisme asservi aux puissances d'argent !

JN

 AGENDA 

8 septembre : Réunion du Comité d'animation Attac93 sud. Salle Franklin, Montreuil 19h

9 septembre : Projection du film, *Plogoff, des pierres contre des fusils*, de Nicole Le Garrec, 1980, 112 min. La séance sera précédée d'une visite des jardins et par un buffet participatif. Prairie des Murs à pêches, Montreuil, 18h15. Plus d'infos sur [Ciné-Jardins](#).

13 septembre : Réunion ouverte de la coordination des luttes locales d'IDF - Bourse du Travail, Paris, 19h.

14 septembre : Soirée débat « Cultiver les communs pour sortir du capitalisme par la terre », avec Tanguy Martin (membre de Terer de liens et du collectif national SSA), Librairie publico, 75011, 19h.

15, 16, 17 septembre : Fête de l'Huma, Brétigny, stand Attac IDF / XR.

16 septembre : Journée des luttes locales franciliennes, Consulat de Paris 11.

19 septembre au 5 octobre : Festival Attac des Images Mouvementées. Cinéma Les 5 Caumartin 101, rue St Lazare, Paris 9e.



20 septembre : **Café citoyen de Noisy-le-Sec sur le thème des cantines scolaires biologiques.** salle Gérard-Philippe (115, rue Jean Jaurès), à 19h30.

23 septembre : **Marche unitaire contre la répression et pour les libertés.**

30 septembre : **10 ans de la Cantine des Pyrénées,** La Parole Errante, Montreuil, 13h .

7 et 8 octobre : **« Objectif sols », 8^e édition des Estivales de la permaculture.** Où les sols et leurs questions seront abordée sous tous leurs aspects. Le festival propose des stands associatifs, des ateliers, des concerts, des spectacles, des débats, des projections et des conférences. Tout est à prix libre en participation consciente. Prairie des murs à pêches, 61 rue Pierre de Montreuil – 93100 Montreuil.

LUTTES



Photo : guillaumepaumier.com, CC-BY

Un autre monde est toujours possible

Attac est né en 1998 avec l'ambition de désarmer les marchés financiers et de les soumettre à un contrôle démocratique. Déclaration de guerre à un système capitaliste mondialisé familier du vocabulaire belliciste qui justifie les sacrifices imposés aux populations par la guerre économique à laquelle se livrent les grandes puissances (lesquelles s'entendent par ailleurs à merveille pour organiser le champ de bataille). Une étape supplémentaire dans ce conflit a été franchie depuis que des irresponsables, hors de la sphère du raisonnable, s'emploient à concevoir un autre monde fondamentalement pacifique refusant la marchandisation de l'humain et la surexploitation des ressources terrestres. 25 ans plus tard, où en sommes-nous ? Le projet initial d'Attac est-il toujours de mise ? Un autre monde est-il encore possible ?

« Qui connaît son ennemi comme il se connaît, en cent combats ne sera point défait » (1). Le mérite premier de l'éditorial du *Monde Diplomatique* inspireur du

mouvement Attac (2) est de brosser le portrait véritable de la mondialisation financière. Celui d'un État supranational, non-démocratique mais doté d'institutions destinées à en assurer la pérennité et le développement : le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). On aurait pu ajouter le Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, qui permet aux décideurs économiques de dicter aux dirigeants politiques la feuille de route de la mondialisation.

« Tout le succès d'une opération réside dans sa préparation ». Face à cet État d'un genre particulier, tout puissant et sans ancrage dans la société, les États-nations voient se réduire à presque rien leur marge de manœuvre économique et sont contraints d'adopter, à moins qu'ils ne se l'imposent eux-mêmes, un modèle néolibéral (3). D'où la nécessité de contrer les menées des organismes qui assurent son emprise et de réorienter leur action vers l'humain et l'intérêt général. En préalable à cette action de fond à conduire sur un temps long, l'édito du *Monde Diplomatique* met en avant trois pistes destinées à freiner la progression de mondialisation financière et à amorcer une démarche redistributive : suppression des paradis fiscaux, augmentation de la fiscalité des revenus du capital, taxation des transactions financières. Cette dernière option, inspirée d'une proposition du prix Nobel d'économie James Tobin, se prolonge par un appel à la création d'une ONG « Action pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens » (4).

« Si ton ennemi te semble colérique, cherche à l'irriter encore davantage ». A défaut de pouvoir tordre prestement le bras armé du néo-libéralisme, le FMI ou l'OMC se tenant à bonne distance de toute ingérence démocratique, Attac s'engage pleinement dans le mouvement altermondialiste. C'est le temps du Forum Social Mondial (FSM), antithèse du forum de Davos, et du succès de ses premières éditions à Porto Alegre (5). En 2005, le FSM élabore un manifeste comportant 12 propositions qui vont de l'annulation la dette publique au droit à la souveraineté alimentaire en passant par l'interdiction de toute forme de brevetage des connaissances et du vivant et tout naturellement par la mise en place de taxes internationales sur les transactions financières (6). L'esquisse de cet autre monde, radicalement différent de celui issu de la mondialisation financière, a le don d'irriter ceux qui ne jurent que par le libre-échange, la concurrence et la compétitivité, la division internationale du travail, la déréglementation et la privatisation à tout crin. Ne nous y trompons pas, l'outrance de certains éléments de langages actuels, tels que « islamo-gauchiste », « écoterrorisme » ou l'ob-

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



sessionnel « extrêmes » recèle toujours quelque chose de la colère des adeptes du « there is no alternative ».

« Celui qui n'a pas d'objectifs ne risque pas de les atteindre ». Un autre monde est tout aussi envisageable dans les années 2000 sous la plume de Susan George (7) qui en donne une version pragmatique, d'une modestie assumée : « On ne promet pas la lune. On ne dit pas que l'on a réponse à tout, mais l'on a des solutions. Notre but est de faire des sociétés décentes et rationnelles où les gens vivent à peu près bien, où il y a relativement peu d'inégalités, et où à peu près tout le monde a un emploi, est bien soigné et peut offrir une bonne éducation à ses enfants ». Mais alors que la question du comment faire prend peu à peu une place centrale dans la réflexion altermondialiste, conduisant à une réorientation qui privilégie désormais l'action sur quelques grands axes de lutte (fiscalité, services publics, discriminations, solidarités...) plutôt qu'une approche de justice globale et d'extension des droits humains, émerge la question qui supplante les préoccupations environnementales et sonne vigoureusement l'alarme, toujours par la voix de Susan George : « Voici ce que le réchauffement de la planète va transformer : la sécurité personnelle et la santé, l'accès à l'alimentation, à l'eau et à la médecine, l'équilibre géopolitique et stratégique, la cohésion sociale et la paix elle-même. Dans ses conditions, pourrions-nous s'il vous plaît, cesser de parler des générations futures ? Avec l'accélération du changement du climat, nous parlons de notre propre génération, ici et maintenant. Nous devrions d'ailleurs cesser de parler. Il faut hurler. Jusqu'à présent, les dirigeants ne nous ont pas entendus » (Le Devoir, interview d'août 2011).

« C'est lorsqu'on est environné de tous les dangers qu'il n'en faut redouter aucun ». Tel est le paradoxe de la situation d'Attac, 25 ans après sa création : le péril climatique ne conforte pas la possibilité d'un autre monde, il le rend nécessaire, et vite. Pour autant, ce monde de la sobriété et de la réconciliation de l'humanité avec son environnement naturel n'est pas plus aisément possible, aujourd'hui, au motif qu'il s'impose à nous. Nos ennemis sont déterminés à persévérer dans la pratique du jet privé et des superprofits non imposés. La guerre ne va pas prendre fin tout de suite. En réalité, nous sommes toujours engagés dans une bataille décisive : celle qui se joue dans les cœurs et les esprits de nos contemporains.

« Le plus important est le peuple. Obtiens sa confiance et son soutien et tu obtiendras tout ce que tu voudras ». 25 ans plus tard, le défi principal reste donc à peu de chose près le même : dépasser largement notre cercle restreint de militants déjà convaincus. Dès sa création, Attac s'est revendiquée comme un mouvement d'édu-

cation populaire, considérant que le premier outil de transformation du monde est le savoir des citoyens, qui conditionne leur capacité à agir par eux-mêmes ou par représentants interposés. Ainsi, nous produisons des analyses et expertises, organisons des conférences et des débats, participons à des manifestations à la pointe du mouvement social et menons des actions de tous ordres en vue de la reconquête de tout ce que la sphère financière a privatisé à son profit. Il n'est pas impossible que le péril climatique, dans ses effets déjà visibles aux yeux de tous, nous facilite un peu la tâche. Conscientiser, convaincre, mobiliser. C'est à ce prix qu'un autre monde reste possible.

TL

(1) Sun Tzu, *Art de la Guerre*. Idem pour les citations suivantes au début de chaque paragraphe.

(2) « Désarmer les marchés » d'Ignacio Ramonet, dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1997.

(3) Les politiques néolibérales ont pour socle commun la dérégulation des marchés, la contention de la masse monétaire (sensée prévenir les effets inflationnistes), la réduction du rôle de l'État et des acteurs publics, la privatisation des entreprises publiques et des services d'intérêt général, la baisse drastique des dépenses publiques (défense nationale exceptée), l'allègement de la fiscalité au bénéfice des entreprises et des particuliers les plus fortunés, et l'abaissement du coût du travail.

(4) Une aversion pour l'impôt sous toutes ses formes est caractéristique du capitalisme financier, plus encore que du capitalisme d'entreprise. La théorie du ruissellement s'oppose en outre à la redistribution par l'impôt.

(5) Les premiers FSM de Porto Alegre (2001/2005) seront suivis d'autres éditions à Mumbai, Nairobi, Bélem... Elles ont le plus souvent dépassé les attentes tant en termes de participation qu'en termes d'audience médiatique. Montréal, en 2016, marque toutefois un tournant et le Forum souffre depuis d'une forme d'enlisement avec des difficultés à préciser et à concrétiser des propositions.

(6) La taxe sur les transactions financières (TTF) instituée en France en 2012 sous la présidence Sarkozy, en remplacement de l'impôt sur les opérations de bourse, est une parodie insipide de la taxe Tobin. Emmanuel Macron, sitôt élu à la Présidence de la République, en a même bloqué l'extension aux transactions intra-journalières, mesure adoptée par le Parlement peu avant son accession au pouvoir.

(7) Vice-présidente puis présidente d'honneur d'Attac depuis 2006, autrice d'essais essentiels tels que *Le rapport Lugano* (2000), *Un autre monde est possible si...* (2004), *Nous peuples d'Europe* (2005), *Leur crise, nos solutions* (2010) et *Les usurpateurs* (2014).





Loi plein-emploi, ou comment s'attaquer aux précaires pour ne pas s'attaquer à la précarité ?

La loi travail de l'ancien gouvernement social libéral de Hollande (loi El Khomri 2016) n'étant pas suffisamment aboutie aux dires du président Macron, une nouvelle loi est en gestation : la loi « plein-emploi »... Le comble de l'ironie !

Le plein emploi (dont on est encore très loin) et dont le gouvernement Borne se targue (avec plus 3 millions de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A au 2e trimestre 2023, en France) va être au centre d'un nouveau projet de loi d'une brutalité sans nom contre le monde du travail. Tous les travailleurs et travailleuses déjà dans l'incertitude (emplois précaires, intérimaires, allocataires de minimas sociaux, handicapés, jeunes en insertion) vont être impactés. Les sanctions prévues par ce projet vont mettre les allocataires dans des situations dramatiques. Notre modèle social est une fois plus attaqué par la Macronie au nom de la rentabilité économique et du quoi qu'il en coûte.

France Travail : travailler coute que coute, qu'importe les conséquences

Au lieu de pallier aux profondes inégalités du monde du travail, prenant racine dans l'économie capitaliste, le gouvernement choisit de faire tomber le couperet sur les plus fragiles au profit des entreprises et du patronat. Le plein emploi selon Macron se résume à forcer les plus précaires à prendre n'importe quel travail vacant sans présager de sa qualité ni de la formation initiale des intéressé.e.s (sur le principe du modèle allemand). Et tout ceci par l'intermédiaire du privé et avec la création de France Travail, qui remplace Pôle Emploi, dans le but de répondre aux besoins immédiats du marché. Dans la droite ligne de l'ultralibéralisme économique porté par Macron, la création de ce nouveau réseau France Travail (regroupant des missions locales, des organismes référents en matière de handicap, et tout autre organisme

fournissant des services en lien avec l'insertion, la formation et l'accompagnement à l'emploi) permettra de faire intervenir des acteurs privés face au délitement de notre service public ! C'est tout le contraire que prônent Attac et les organisations progressistes.

France Travail via le nouveau Contrat d'Engagement va entraîner de nombreux changements. En cas de non-respect des devoirs prévus par le Contrat d'Engagement, les bénéficiaires du RSA, allocataires de l'assurance chômage ou les jeunes accompagnés par les missions locales verront leurs droits suspendus. Pour les bénéficiaires de l'assurance chômage, l'obligation d'acceptation d'une offre d'emploi est renforcée notamment par la suppression des allocations en cas de refus. Il s'agit en définitive de placer les privés d'emploi dans les emplois vacants des entreprises du territoire sous couvert de sanction. Un véritable chantage que les patrons attendent depuis longtemps ! Contraindre les travailleurs à accepter des formations ou des postes qui ne leur correspondent pas et à n'importe quelles conditions sous peine de suppression des allocations. Une aubaine pour les entreprises, qui disposeront ainsi d'une armée de réserve, prête à tout pour survivre.

Mettre sous condition le RSA et élargir la notion de handicap

La mission aussi de ce réseau est de s'attaquer au RSA par l'intermédiaire des départements qui pourront faire appel à des prestataires privés, et ainsi, selon le gouvernement « remobiliser les personnes éloignées du service public de l'emploi ». Aujourd'hui le montant du RSA est de 607,75€ pour une personne seule. Ce projet permettra donc d'instaurer la conditionnalité du RSA : de 15 à 20h d'activité à un montant inférieur au SMIC, sans droits associés avec de surcroît suppression du principe de solidarité à l'origine même de la création du RSA.

La précarité étant la cible de cette nouvelle loi, les employeurs pourront massivement recourir à l'utilisation de salariés privés d'emploi reconnus RQTH en les orientant vers des ESAT par exemple (les employés des ESAT touchent entre 55% et 70% du SMIC). Les salariés handicapés, en plus des nombreux précaires comme les intérimaires et les CDD, pourraient être embauchés massivement dans des entreprises où le taux d'emploi est très largement inférieur à la loi sur le handicap, entraînant une contribution financière pour l'entreprise. Cette extension large de la notion de travailleur handicapé est une aubaine pour les employeurs du privé. L'arrivée massive de nouveaux travailleurs reconnus automatiquement comme handicapés, sans leur avis, permettra aux employeurs d'échapper aux sanctions financières. De nombreux salariés atteints d'une maladie professionnelle, ou qui ont été licenciés pour inaptitudes à tout poste sont automatiquement reconnus RQTH...



A la paupérisation, le gouvernement répond par la contrainte, le chantage aux aides et les inégalités croissantes pour forcer les actifs à travailler, quel que soit l'emploi, quels que soient les risques et les conditions. Par la suspension des droits, la formation aux secteurs les plus en manque de main d'œuvre, l'élargissement de la notion de handicap, tous les outils seront mis à disposition de France Travail pour ubériser à moindre coût l'armée de réserve du grand capital. Attac et tous les syndicats devront construire un front uni pour que cette loi anti-sociale ne voit pas le jour.

PC

Droits et devoirs : la dérive du Var !

Lors des commémorations du débarquement allié dans le Var, mi août, et en réponse aux émeutes de la jeunesse en juin, le président Macron a affirmé que notre liberté collective et nos droits « *ne sont là que parce qu'il y a d'abord des devoirs* ». Le choix d'un tel vocabulaire est grave et instrumentalise la déclaration universelle des droits de l'homme. Le soit disant garant de notre constitution dérape sur toute la ligne juridique et républicaine... L'esprit des lumières et de la révolution française ont abouti à une récusation du passé pour imposer l'égalité comme principe et la démocratie comme réponse à cette égalité. Nos droits sont notre socle commun, imprescriptibles, universels et acquis à la nature même de l'homme et à sa liberté. Il ne saurait y avoir de droits assortis à de quelconques devoirs, même en cas d'émeutes, de manifestations ou d'opposition quelle qu'elle soit ! Mais le président Macron rêve sûrement de l'ancien régime la nuit, et il confond droits de l'homme avec chantage social ! A moins qu'il n' imagine un autre régime pour assoir son autorité ? L'été laisse bien souvent songeur et le pouvoir sait s'en saisir brutalement !

JN

Émeutes : Emmanuel Macron met en garde la jeunesse contre « le chaos »



La guerre de l'eau

Boostés par la décision du conseil d'état, début août, de suspendre leur dissolution en référé, Les Soulèvements de la Terre, en appui de Bassines Non Merci et de la Confédération Paysanne, ont répondu présents au convoi de l'eau organisé fin août. Parti le 18 août de Lezay (commune voisine de Sainte Soline, dans les Deux Sèvres), le convoi de 800 vélos et 20 tracteurs s'est élancé en quatre pelotons aux couleurs et aux noms d'animaux lacustres (héron, loutre, castor, rosalie des alpes). La caravane nomade soutenue par la population tout au long du parcours a rejoint Tours par la campagne, puis Orléans via la Loire, afin d'exiger publiquement à l'Agence de l'eau un moratoire sur les mégabassines et la fin de leur subvention publique. Déviant de son itinéraire initial, le Convoi de l'eau est arrivé à Orléans plus tôt que prévu, jeudi 24 août. Les militants ont décidé de passer la nuit devant l'Agence de l'eau pour se faire entendre. Reçue par la préfète, la délégation anti-bassines s'est vu confirmer la mise en chantier de 5 nouvelles « réserves » en Deux-Sèvres et le projet de 10 autres encore non financées ! Une provocation de plus dans le contexte d'une absence totale de dialogue avec les autorités compétentes de l'État et l'expulsion le jour même du squat de la Baudrière, à Montreuil(93), qui devait accueillir les cyclistes en fin de parcours ce samedi 26 août. Après une nuit d'occupation des locaux de l'Agence de l'eau soutenue par les habitants d'Orléans, le cortège s'est rendu à Paris pour réaffirmer sa détermination à agir devant le ministère de la transition écologique.

Deux jours après l'arrivée du « convoi de l'eau » à Paris, les travaux d'une troisième retenue artificielle dans les Deux-Sèvres, plus précisément à Priaires, ont été lancés ce lundi 28 août. Dans l'Allier et l'Hérault, où des chantiers de mégabassines sont à l'étude, la discorde est totale... Et le 8 septembre prochain, se sont neuf représentants des mouvements écologistes et syndicaux qui seront jugés à Niort pour avoir organisé la manifestation interdite de Sainte-Soline. Quant au Conseil d'Etat, il se prononcera dès l'automne sur le fond de la procédure en dissolution des SDT... La guerre de l'eau est clairement déclarée !

[Voir le site des Soulèvements de la terre](#)

JN

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr>

contact@attac93sud.fr



LECTURES ✖✖



Montreuil dans la revue dessinée

L'opus estival de la revue dessinée (l'actualité en bande dessinée) pose son regard sur l'héritage industriel des zones résidentielles, avec Montreuil à l'honneur pour ses tristes chantiers que sont la SNEM et EIF. L'enquête raconte le combat des associations de riverains « L'usine verte » et « Restes ensemble », qui, dans la droite ligne du drame de WIPELEC à Romainville, se sont constituées pour imposer transparence et dialogue avec la municipalité de Montreuil dans le cadre de ses projets de réhabilitation de bâtiments industriels. Sols pollués, nuages toxiques, odeurs et fumées, l'article pose clairement la question des troubles engendrés par ces démolitions-rénovations. Mais elle pointe surtout les chaînes de responsabilités entre les donneurs d'ordre et la population autour de tels chantiers urbains qui constituent à terme de juteux marchés. Les auteurs décortiquent toute la complexité des procédures impliquant les mairies, les préfets, les bailleurs et les bureaux d'experts, qui obligent les associations de riverains à imposer le débat, la vérité et l'écoute via des demandes d'accès aux données d'expertise. Car derrière cette urgence à bâtir au mépris du passé et des populations, se pose aussi la question des pollueur-payeurs introuvables que la loi laisse en toute impunité de réparations... Nous réclamons souvent au sein d'Attac que les élu.e.s n'avancent plus seul.e.s en imposant des projets sans dialogue, ni concertation citoyenne. Car s'il en va de nos finances publiques pour les dépollutions et les aménagements urbains, il en va surtout de notre santé et de notre cadre de vie ! Le triste saccage des arbres de l'avenue Gallieni, cette année à Montreuil, est un bien bel exemple lui aussi de mensonge établi au mépris des habitants des quartiers... À la pollution des sols répond l'incompétence écologique des élu.e.s ! Affaires en cours, affaires à suivre...

JN

La revue dessinée, # 40, été 2023

Nickel chrome : enquête sur la pollution des sols à Montreuil et ailleurs.

Par Sarah Bosquet et Line Hachem



Pierre, Jean-Claude, Didier, Adrien et les autres....

On savait depuis un certain temps déjà que, parmi les étudiant-es de l'enseignement supérieur, seul-es 6% provenaient de familles d'agriculteur/trices ou d'ouvrier-ères. Jusqu'au début des années 1960 la cause en était simple : le manque de moyens financiers de ces familles empêchait leurs enfants de suivre une scolarité longue. La solution était simple aussi : il suffisait de leur en fournir les moyens, en somme ce n'était qu'une question de gros sous !

Il a fallu attendre 1964 et la parution de « *Les héritiers* » par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron pour qu'on commence à se dire que la question n'était peut-être pas si simple... On a ainsi appris que certain-es élèves n'envisageaient même pas de se lancer dans des formations longues comme médecin, avocat, prof de fac, pharmacien... Non pas à cause de la longueur de ces études mais parce que « *ce n'était pas pour eux/elles* ». Ces élèves ne pouvaient même pas se projeter dans un futur comportant une profession de ce type. C'était une forme d'autocensure. Ils/elles avaient intégré la nécessité de posséder, non pas tant les savoirs livresques, mais surtout ces codes culturels qui n'appartiennent pas aux classes les plus modestes.

Certes, exceptionnellement, on peut quitter son milieu social d'origine, mais cela a un prix. C'est ce dont nous parle « *Retour à Reims* » de Didier Eribon. Famille ouvrière, Eribon (brillant élève au lycée) coupe complètement les ponts avec sa famille et « monte » faire des études à Paris. Il commence sa carrière par des études de philosophie puis devient professeur à la faculté de sciences humaines et sociales de l'Université d'Amiens. Un beau parcours, n'est-ce pas ?

Mais les chausse-trappes ne l'oublient pas. Après le décès de son père il se sent enfin capable de retourner à Reims, il s'en ouvre à l'un de ces collègues de fac et lui dit : « *Je pense que, maintenant que mon père est mort, je vais faire un saut chez moi* », à quoi le collègue lui répond : « *Ah oui, pour l'ouverture du testament* » (sic). Deux mondes qui se côtoient mais à des années lumières l'un de l'autre... !!!

Ceux et celles qui sont né-es dans les « bons » milieux ne se rendent même pas compte de tout ce qu'il faut apprendre : les manières de tables, goûter un vin, choi-

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



sir telle ou telle tenue, se sentir à l'aise dans un musée ou une expo, maîtriser plusieurs langages et plusieurs langues, éviter de se prendre les pieds dans le tapis ... !!! Accepter de ne plus avoir de langage commun avec la plupart des membres de sa famille, en assumer le sentiment de trahison tout en sachant qu'on ne pouvait pas en faire l'économie, que c'est le prix à payer !

Dans « *Et tes parents, ils font quoi ?* » Adrien Naselli, lui, va s'attacher à étudier les familles « charnières » celles dont sont issus ces « transfuges de classe » (1) Si on veut dégager quelques constantes disons qu'il s'agit de familles dans lesquelles l'importance des études n'est jamais remise en cause, où l'on ne fait jamais peser les sacrifices consentis mais on en tire une certaine fierté car ces sacrifices vont permettre à leurs enfants « de ne pas avoir la même vie que la leur ». Ces choix de vie différents impliquent, la plupart du temps, une séparation physique et géographique d'avec les parents, ce qui est difficile voire douloureux d'un côté comme de l'autre. Elle s'avère même insupportable pour certain-es. Deux élèves de classe prépa vont traverser des périodes de dépression (enseignants et camarades leur font bien sentir qu'ils/elles ne sont pas à leur place); d'autres vont entrer en conflit avec leurs parents car « On ne les comprend plus ! »; sans compter les ami-es qu'on perd en cours en route et l'orientation sexuelle qui rend souvent malaisée voire impossible la cohabitation avec le reste de la famille... Malgré tout, des compromis sont trouvés, les dialogues se renouent sans reniements ni anathèmes. Ces parents savent rendre leurs enfants fièr-es de leur réussite tout en leur permettant de garder les pieds sur terre. Sans en faire (surtout pas!) des « gens qui se la pètent » (fin de citation).

Écoutons par exemple ce discours prononcé par un étudiant à sa sortie de l'ENS : « *Je m'appelle Lus Prauthois. Ma mère est femme de ménage dans un hôpital psychiatrique. Mon père est ouvrier-boulangier. J'ai grandi dans un quartier populaire de la banlieue de Nancy [...]* Pourtant mon parcours n'est pas une preuve de la méritocratie. Au contraire, l'ENS reste un instrument de reproduction sociale. En effet, les exceptions comme moi ne sont que des grains de poussière qui ne changent pas les rouages de la machine. Les statistiques n'ont pas changé. Parmi les élèves des l'ENS -Ulm, seuls 3% ont un parent ouvrier en 1961 comme en 2015[...] ».

Voilà un bref survol de quelques ouvrages écrits sur ce sujet. Je tiens surtout à présenter mes excuses à tous ceux et à toutes celles dont les noms ne figurent pas ici mais dont les ouvrages constituent le tissu sur lequel s'appuie l'ensemble de ces réflexions : j'espère pouvoir compter sur leur bienveillance.

MU

(1) Notons que le terme « transfuges » avait au départ une connotation négative=traître. Il a acquis un sens neutre grâce à la sociologie où il désigne maintenant simplement une per-

sonne qui passe d'un milieu social à un autre.

Les héritiers, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, Editions de Minuit, 1964

Retour à Reims, Didier Eribon, Flammarion, 2018

Et tes parents, ils font quoi ?, Adrien Naselli, Le livre de poche, 2023

CINÉ MILITANT ✖✖



Les algues vertes, ou le récit d'un mensonge d'Etat en Bretagne

Pierre Jolivet s'empare ici du scandale de l'industrie agroalimentaire en Bretagne et signe le portrait sensible d'une femme engagée, dans une fiction percutante et sans fard qui met en

pleine lumière un mensonge d'Etat qui dure depuis des décennies. Le film retrace, caméra épauée, l'itinéraire d'une jeune lanceuse d'alerte, Inès, alors qu'elle travaille à ses « chroniques bretonnes » pour la radio parisienne. Au fil de ses enquêtes, qui se resserrent sur une série de décès intrigants en lien avec la prolifération des algues vertes dans les estuaires et sur les plages, elle se confronte aux ravages de l'élevage industriel en Bretagne et à « la fabrique du silence » orchestrée par les élus locaux, les syndicats agricoles et les instances européennes pour en dissimuler les conséquences dramatiques sur l'environnement et la santé publique. Suivie, menacée, interdite de radio, Inès ne lâche rien et mène son combat jusqu'au bout pour tenter de briser l'omerta organisée par les lobbies de l'agro-industrie et la peur de ceux qu'on oblige à se taire...

Le scénario est cosigné par Inès Leraud, journaliste indépendante et auteure de la bande dessinée « Les algues vertes », gros succès de librairie en 2019. Le sujet est sensible et l'engagement du film est à saluer dans le contexte actuel d'une course à la surproduction agricole et à la destruction de l'environnement. Un film simple, engagé, qui fait mouche, dérange certainement en hauts lieux, et dont le sujet n'est pas sans rappeler le conflit plus récent des mégabassines, dans le Poitou, elles aussi soutenues par la Fnsea, Bruxelles et les ministres du gouvernement... À voir encore dans quelques rares salles parisiennes ou à (re)lire si jamais...

JN

Les algues vertes :

- Un film de Pierre Jolivet, production Haut et court, 2023, 1h 47min
- Une enquête dessinée de Inès Leraud et Pierre Van Hove, éditions Delcourt, 2019

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr





Sacrifice paysan, ou la violence à l'oeuvre dans le monde agricole.

Le 20 mai 2017, Jérôme Laronze, éleveur bovin de 37 ans, est abattu par les gendarmes au terme d'une cavale de neuf jours. En conflit avec les services de l'État pour non respect de la traçabilité de son troupeau et donc interdiction de vente de ses bovins, l'exploitant bio, porte-parole de la Confédération paysanne de Saône-et-Loire, n'a eu de cesse tout au long de sa fuite d'alerter sur les dérives administratives intenable de sa profession. La nouvelle de son décès fait l'effet d'une bombe dans un monde agricole déjà endeuillé par des vagues de suicides. Comment en est-on arrivé là ? Pour décrypter l'engrenage tragique qui a coûté la vie à l'éleveur, Gabrielle Culand s'est immergée dans la campagne bourguignonne, filmant des contrôles, la saisie d'un troupeau, et recueillant la parole de paysans, de syndicalistes, d'agents de l'État. Son film capte ainsi la tension sourde qui règne entre des paysans acculés, humiliés, pris dans une machine productiviste qui les pousse à bout, et une administration déconnectée de leurs pratiques, insensible à leurs difficultés. Course à l'agrandissement, endettement, normes administratives, loi des marchés... Nos paysans se meurent dans la violence d'un système industriel qui impose marquage des bêtes, cadence inhumaine, course au profit incessant et solitude pesante d'un métier difficile. Certains se retrouvent broyés par les dettes, la fatigue, le stress et la dépression... La politique libérale fait une fois de plus la preuve de son inhumanité au grand jour ! À voir sur Arte, en accès libre, jusqu'au 7 septembre...

JN

Sacrifice paysan, de Gabrielle Culand, 2022, 55 minutes.



Elévation

Acte I, scène 3

Lila est assise par terre, dans le jardin, adossée à la machine. Elle joue en faisant doucement rouler une sphère sur le sol.

Lila

Te voilà sur le sol... sans plus... sans plus d'importance que n'importe quoi... que n'importe qui. Plus d'élévation ou de récession. Tu n'es plus rien, comme nous tous. Rien qu'une boule de métal inerte, sans finalité et sans intention.

Toi pourtant ! Dont les oscillations font et défont des richesses... te voici défroquée, alors que nous sommes défriqués. Chacun à sa façon inutile et impuissant. Grosse boule de ferraille rouillée !

Et dire que le monde frémit à chacun de tes mouve-

ments qui n'ont de sens que celui que l'imaginaire spéculatif veut bien lui donner. Te voilà réduite à ton être essentiel, ta matérialité nue extraite du théâtre des illusions où le poids de la ferraille s'estompe au profit d'une croyance mystifiante en tes pouvoirs sur le commerce des hommes.

Grosse boule, roule, roule... Tu sens l'insouciance de l'herbe que tu écrases à chacun de tes cycles ? Il ne reste plus rien d'autre que ce roulement et la caresse de l'herbe. Ta masse de métal sur le sol. La réalité a-t-elle encore un sens privée de ses parures symboliques ?

Une sonnerie de téléphone retentit. Lila se relève pour décrocher son téléphone.

Lila

Oui, je fais une pause, dans le jardin. Moi aussi je t'aime ! Non, c'est calme ici... elle semble aussi ratatinée qu'une vérité dans la bouche d'un ministre.

Des milliers de personnes dans les rues ? Pour protester contre l'ouverture à la concurrence des nuages ? Ah ? Tout se vend, même le vent...

Ici ? Le régulateur de tension populaire refoule tant qu'il peut. J'imagine que les tubulures sont en surcharge et que tout est bloqué.

Normalement ça se nettoie avec un bon coup de Kärcher en isolant le module d'assainissement des foutes.

Oui, c'est drôlement sale comme intervention, on en met vite partout !

Mais quoi les gens ?

Je sais bien mais il faut bien remettre le générateur de propagande mainstream en fonction sinon les foutes risquent de s'accumuler au-delà du seuil de tolérance et refluer dans le circuit primaire du système primordial.

Mais si je comprends ! Mais sans la machine pour absorber les effets secondaires du système primordial d'élévation le débordement des foutes risque de...

Je ne sais pas moi si la machine ne fait que traiter les effets secondaires où si elle agit en amont et évite leur formation... Il existe sans doute quelque part un programme de climatologie sociale qui facilite l'acceptation de la privatisation des nuages et du commerce du vent. Le contremaître pense qu'il existe toujours une configuration qui permette au système primordial d'éliminer les tendances baissières et maintenir l'élévation.

Mais tu sais bien que le monde n'est pas prêt à renoncer à l'élévation.

Tu crois vraiment que tout ça peut véritablement changer ?

Oui bien sur, je suis avec vous !

Sois prudent... je t'aime !

GE



Grand chef de la rédaction : Attac93sud

Ont été exploités pour ce numéro : Pascal Collemine, Guillaume Ernika, Thierry Latour, Jean Noviel, François Rébufat, Mirella Ugolini.

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr